

UNION POUR LA NOUVELLE RÉPUBLIQUE

(Seul candidat de la Circonscription)



René LAURIN

Officier Ministériel (Commissaire-Priseur)

Interné Résistant - Capitaine de Réserve d'Infanterie Coloniale

Chevalier de la Légion d'honneur - Croix de Guerre avec palme

Médaille de la Résistance - Médaille des Evadés

Croix du Combattant Volontaire de la Résistance

Croix des Internés Résistants

Suppléant : Joseph-Gustave EMERIC

Agriculteur - Exploitant

Doyen de la Chambre d'Agriculture du Var

Président et membre de diverses Organisations Agricoles

Vice-Président de la Commission-Administration des Hospices d'Hyères

Membre du Conseil d'Administration de la Caisse d'Epargne

Grand Mutilé de la Guerre 1914-1918 - Chevalier de la Légion d'honneur

Médaille Militaire - Croix de Guerre avec Palme

Officier du Mérite Agricole - Chevalier du Mérite Social

Varoises, Varois !

Au référendum du 28 Septembre, vous avez, par un vote massif, approuvé les institutions de la *Nouvelle République*, que vous présentait le gouvernement du général de Gaulle.

Mais l'œuvre entreprise par le général de Gaulle est loin d'être terminée. Pour qu'elle soit menée à bien, il faut que les nouvelles institutions fonctionnent avec un *esprit nouveau* et des *hommes nouveaux*.

Les hommes de l'ancien système et des anciens partis, qui ont attendu jusqu'à la veille de la catastrophe pour laisser la place au général de Gaulle ne méritent plus votre confiance.

Au sein de l'Union pour la Nouvelle République se sont groupés tous les compagnons du Général de Gaulle dont nous sommes et qui sans défaillance depuis onze ans, n'ont cessé de réclamer le retour au pouvoir du Libérateur et la fin de l'ancien système.

Dans sa conférence de presse du 23 Octobre, le général de Gaulle les a ainsi désignés : « ...ceux qui m'ont toujours montré un amical dévouement à travers toutes les vicissitudes. »

Vous ferez confiance à ces hommes. Vous les enverrez siéger à l'Assemblée Nationale.

- Parce qu'ils ont vu clair, quand tous les autres s'entêtaient dans leurs solutions à courte vue et leurs combinaisons de couloir.
- Parce qu'ils ont eu raison, en annonçant que la venue au pouvoir du Général de Gaulle et le changement de Constitution étaient une condition nécessaire, mais aussi immédiate, du redressement du pays,
- Parce qu'ils représentent l'avenir, la rupture définitive avec un passé de honte et de désastre, la garantie d'une France nouvelle, unie, pacifiée, respectée, heureuse, centre d'une communauté fraternelle de 85 millions d'hommes libres.

ATTENTION ! Le Général de Gaulle a mis en garde les futurs parlementaires contre la tentation de déborder les limites du rôle dévolu aux assemblées. Il a demandé à celles-ci :

- de s'abstenir des surenchères, des prétentions, des agitations partisans dont trop souvent l'exemple fut donné,

« Alors, a-t-il dit, les pouvoirs de l'Etat fonctionneront dans l'équilibre, la stabilité, l'efficacité et la nation s'intéressera aux libres débats de ses représentants. »

Les candidats de l'U.N.R. auront les yeux fixés sur *demain*. Respectueux du rôle que leur assigne la Constitution, ils soutiendront l'action nationale du Général de Gaulle pour le redressement du pays.

CE REDRESSEMENT DOIT SE CONCRÉTISER PAR :

ALGÉRIE. La conclusion d'un pacte algérien entre tous les Français sur les bases indiquées par le Général de Gaulle dans le discours de Constantine et la dernière conférence de presse qui permettront aux Algériens de construire leur avenir avec la France dans la paix retrouvée.

COMMUNAUTÉ. L'organisation des pays d'outre-mer au sein de la communauté née du référendum de manière à lui conférer le prestige et l'attrait qui détourneront l'Afrique du neutralisme et permettront sa mise en valeur pour le profit de tous les peuples unis à la France.

UN ETAT FORT. La poursuite de la réforme de l'Etat par la réorganisation des administrations centrales, le regroupement régional des services techniques, l'ouverture de bureaux de contacts communs à toutes les administrations pour faciliter leurs rapports avec le public.

JUSTICE. La réforme de la justice rendue à la gratuité et réorganisée par une simplification de la procédure. Tout en mettant à la disposition du justiciable des Tribunaux rapprochés, en revalorisant la fonction éminente de Magistrat par des traitements respectant la dignité des serviteurs de la plus noble justice du monde.

POLITIQUE EXTÉRIEURE. Une politique étrangère faisant de la France, au sein de ses alliances traditionnelles, un partenaire à part entière dont l'indépendance sera respectée et qui poursuivra autour d'elle la construction de l'Europe.

POLITIQUE ECONOMIQUE. Une politique hardie d'expansion économique comportant :

- le développement prioritaire des ressources modernes (pétrole, atome) ;
- l'aménagement du territoire, gage du plein emploi des ressources et de la renaissance pour les régions sous-équipées.

AGRICULTURE.- La modernisation et l'équipement de l'Agriculture par l'aide aux investissements ; La garantie du revenu agricole et la stabilité des produits alimentaires. Augmentation des crédits réservés aux caisses de crédit et de Mutuelles Agricoles. Création de la "liaison directe" entre le Comité d'expansion de la « Région Provence » et les responsables professionnels nationaux. Accroître les "comités de productivités" en rapport avec les techniciens et les foyers agricoles. Intensification "des comités d'études techniques agricoles". Formation des techniciens agricoles et accroissement des organismes de recherches au service des cultivateurs. Protection des exploitations familiales, contrôle des importations "inconsidérées" des fruits, légumes et vins, notamment à l'occasion de l'entrée en vigueur du Marché Commun.

COMMERCE.- L'amélioration des circuits commerciaux de distribution et la possibilité offerte aux petits commerçants de s'organiser de manière compétitive.

RÉFORME FINANCIÈRE .- Une politique financière et monétaire saine, impliquant :

- un équilibre strict du budget ordinaire ;
- la débudétisation des investissements ;
- une révision de la politique des subventions économiques et du crédit ;
- une discipline sévère de l'émission monétaire préparant le retour à la convertibilité du franc et au libre transfert des capitaux.

RÉFORME FISCALE.- Une réforme profonde de la fiscalité par la suppression des taxes de faible rendement et des "régimes d'exception" et l'établissement de la justice fiscale, respectant totalement la vie privée du contribuable et sa personnalité humaine.

LOGEMENT et HABITAT RURAL.- Un effort décidé en faveur de la construction de logements, notamment de logements populaires à usage locatif. Intensification de l'Habitat Rural et subvention plus importante au Comité National.

Rationalisation des méthodes de constructions - en particulier simplification des formalités administratives.

POLITIQUE SOCIALE.- Une politique sociale, inspirée par la justice et l'humanisme et s'orientant vers des objectifs précis qui sont :

- la promotion des salariés, aussi bien au niveau de l'entreprise par le rôle accru donné aux travailleurs, qu'au niveau de l'Etat par la participation des syndicats à l'élaboration, au sein du Conseil économique, (doté de pouvoirs accrus), d'une véritable politique économique nationale.

REFORME DE LA SECURITE SOCIALE par la gestion stricte des deniers confiés par les salariés à la Sécurité Sociale ;

- l'organisation plus simple et plus humaine des rapports entre l'Administration et les assurés ;
- le développement des diverses prestations, notamment de l'assurance "vieillesse" lié à l'essor de la production pour tous les travailleurs y compris les travailleurs de la terre.

JEUNESSE.- L'aide massive à la jeunesse à qui devront être assurés, une fois l'éducation achevée, l'emploi et le logement, notamment par la mise au point du plan de salaire garanti préconisé par le Général de Gaulle.

VAROISES, VAROIS,

Le 23 novembre, pour une France plus jeune, plus dynamique, plus humaine :

Votez pour ceux qui ont toujours soutenu de Gaulle.

Votez pour l'Union pour la Nouvelle République.

Votez René LAURIN

Suppléant : **Joseph EMERIC**

ENSEIGNEMENT.- Des réformes nombreuses dans le domaine de l'enseignement, pour, en respectant le pluralisme traditionnel, redonner à l'éducation civique sa place dans les programmes, développer l'enseignement technique et en faciliter l'accès sur titres à de nombreux candidats ; ouvrir l'accès de l'enseignement supérieur aux jeunes issus des milieux ouvriers et paysans.

Ces réformes respectant la liberté et l'égalité totale pour les écoliers et étudiants de la Métropole et d'Outre-Mer.

DÉFENSE NATIONALE.- Poursuivre l'œuvre entreprise par le Général de Gaulle, redonnant à l'armée sa grandeur, sa noblesse, son indépendance, poursuivre la reconstitution de notre marine dotée en engins et bâtiments modernes. Poursuite de la constitution de forces aéronavales et aéroportées d'intervention.

La France "forte et respectée" redevenant rapidement le "champion" écouté du désarmement.

ORGANISATION des cadres de réserve - relèvement des échelles des Officiers et Sous-Officiers (active et réserve).

RÉORGANISATION des Anciens Combattants.

TOURISME.- Le Littoral des Maures et de l'Esterel, doit devenir un prolongement "reconnu et indiscuté" de la Côte d'Azur, pour réaliser cette "Côte d'Azur Varoise" il faut qu'un effort soit entrepris par le futur député pour unir ses efforts à ceux des municipalités riveraines. Ce programme doit être réalisé notamment par le respect et la protection des Sites Varois.

- La modernisation et l'agrandissement des installations portuaires du littoral, la consultation des intérêts locaux pour les déviations jugées nécessaires pour le bien commun. Une propagande nationale spécialisée en faveur des stations été et hiver du littoral des Maures et de l'Esterel.

Pour la région Hyéroise poursuite et intensification du "Plan CLOTIS" regretté Maire, symbolisé par son slogan "réveiller la saison d'hiver et lancer la saison d'été". Réalisations portuaires et ensemble du port.

Pour Saint-Raphaël et Fréjus, aider au développement de la station d'hiver et d'été notamment par la création subventionnée d'un grand et moderne port de plaisance permettant à brève échéance les compétitions et les séjours des yachts de toutes nationalités.

CASINOS.- Aider à leur développement par leurs modernisations qui les rendront plus attractifs.

HOTELLERIE.- Révision de la fiscalité pour les Etablissements Touristiques et Hôteliers, notamment en ramenant à 2.75 % la taxe sur les prestations de service. Etablissement d'un statut particulier de Sécurité Sociale basé sur le chiffre d'affaires pour les employés d'Hôtels et Restaurants.

Etalement des vacances.

Dotation de Crédits d'équipement hôtelier au taux préférentiel de 3% et remboursement des prêts en 20 ans. Toutes ses "mesures" devant stopper la reconversion des hôtels de la côte.

Reconnaissance du droit au salaire pour le conjoint de l'exploitant.

Vu, les candidats.